

Strasbourg, 28 Janvier 2010

EPAS (2010) 14

Accord Partiel Elargi sur le Sport (APES)

Projet de rapport sur le Séminaire « Promouvoir le dialogue interculturel : le rôle du sport et de l'éducation dans la région des Balkans » avec FARE

Belgrade, le 22 octobre 2009

COMMENTAIRES DU RAPPORTEUR GENERAL DU SEMINAIRE : RADIM BURES

Les présentations de l'ensemble des orateurs ont témoigné du travail titanesque fourni ces dernières années. Les représentants des Etats ont démontré par leurs interventions que leurs gouvernements respectifs étaient conscients du problème du racisme et de la violence et prenaient des mesures pour y remédier. Plusieurs pays disposent des infrastructures administratives nécessaires et d'un personnel expérimenté; d'autres ont mis en place un plan de financement assorti de procédures de sélection très précises. Les présentations des représentants des Etats participants ont souligné que ces derniers étaient pleinement conscients du rôle des activités de terrain, du travail réalisé par les ONG, et des activités éducatives et préventives de portée générale dans la prévention des épisodes de racisme et de violence dans le sport.

Les présentations des ONG ont révélé que dans l'ensemble des pays participants, des ONG fortes et compétentes réussissent à mettre en place des activités à grande échelle. Ces présentations ont décrit différents projets et initiatives ayant pour point commun -

Dans de nombreux pays d'Europe, même parmi les plus développés, il n'est pas facile d'inciter les associations ou les clubs sportifs à s'engager dans la prévention auprès des supporters. La présentation de l'Association serbe de football a révélé que son pays pouvait servir d'exemple à cet égard.

En dépit de l'atmosphère franche et amicale de la réunion, plusieurs interventions ont fait apparaître que la coopération entre ONG et gouvernements n'est pas sans comporter des points faibles. Ce fait regrettable n'est pas dû à un manque de conscience ou de bonne volonté de la part du gouvernement. Les ONG et les organismes gouvernementaux peinent encore à se comprendre et se connaissent mal. De nombreuses ONG sont convaincues qu'il ne manque aux gouvernements et à leurs fonctionnaires que la volonté de faire, car ils détiennent toutes les clés du problème. Il faudrait que les gouvernements anticipent les événements, qu'ils soient en constante relation avec les ONG concernées et les informent de leur politique, de leurs capacités et de leurs intentions. De même, il faudrait organiser des séminaires d'information de ce type au moins une fois par an.

Par ailleurs, les ONG doivent continuer à se montrer franches et ouvertes vis-à-vis des pouvoirs publics, les tenir constamment informés de leurs activités, les inviter à leurs manifestations et leur exposer leurs demandes.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS:

1. La coordination interne

Quoique très attachées à leur indépendance, les ONG se félicitent de leur coopération avec le gouvernement. La création d'une PLATEFORME de coordination, la coopération, d'échange d'idées et de bonnes pratiques, voir d'uniformisation des activités, est de toute évidence essentielle. La mise en place de cette plate-forme a été sollicitée à plusieurs reprises.

Voici en résumé ce qui est demandé aux gouvernements:

- Création d'une plateforme de communication
- Coordination
- Aide financière
- Travail en réseau.

Il faut encourager les gouvernements à apporter ce type d'aide aux activités dignes d'intérêt des ONG. Le Conseil de l'Europe et l'APES ont une mission d'importance à jouer dans la promotion de la coopération nationale et le soutien des échanges de bonnes pratiques.

2. La formation

L'ONG travaille dans un environnement dynamique. L'expérience montre que la qualité des projets dépend en grande partie de l'expérience, des qualifications et du charisme des « meneurs ». Les orateurs ont tous fait la preuve qu'ils réunissaient ces critères. La pérennité du projet exige cependant de recruter trouver et de former des « suiveurs ».

Alors que la région des Balkans occidentaux poursuit sa stabilisation politique, il sera de plus en plus difficile de collecter des fonds pour des activités relatives à la société civile et à la prévention en général. La collecte de fonds, de même que le personnel employé, doivent se professionnaliser. En offrant une formation s'adressant aux animateurs de groupes de jeunes et portant sur des questions spécifiques liées à la violence et au racisme dans le sport, le Conseil de l'Europe/APES peuvent aider efficacement à la poursuite de l'évolution et du renforcement de la société civile dans les Balkans.

Par ailleurs, l'expérience acquise par de nombreuses organisations participant au séminaire peut être très utile et source d'inspiration pour d'autres organisations de même type dans d'autres régions.

3. Des réunions régulières

Comme mentionné ci-dessus, l'organisation du séminaire rassemblant des intervenants des ONG et des pouvoirs publics s'est révélé des plus fructueuses. Ce même modèle pourrait être repris plus régulièrement, par exemple deux fois par an, comme instrument de promotion des mesures locales contre les actes racistes et violents dans le sport. Cette méthode pourrait également être utilisée avec succès dans d'autres régions d'Europe (par exemple dans le Caucase).

ANNEXE I

Liste des participants

1/ Public Authorities									
<u>Title</u>	<u>Name</u>	<u>first name</u>	<u>Fonction</u>	Country	<u>email</u>				
Representatives of Ministries and Governemental Experts									
Mr.	Zajmi	Uvil	Expert, Directorate of Sport, Ministry of Tourism, Culture, Youth and Sport	Albania	shqevi_violeta@yahoo.com				
Mrs.	Karacic	Amila	Associate Expert, Ministry of Civil Affairs	Bosnia Herzegovina	amila.karacic@mcp.gov.ba				

					` ,				
Mrs.	Arlavi	Daria	Expert associate for sport, Ministry of Science, Education and Sports	Croatia	daria.arlavi@mzos.hr				
Mr.	Stevanovic	Zoran	Vice-président of the national "all different-All equal" board, Croatia	Croatia	zoran@umki.hr				
Mr	Drobnjak	Dragan	Pomocnik, ministra culture sporta i medijia	Montenegro	dragan.drobnjak@gov.me				
Mrs.	Kosovac	Ana	Manager for Normative Affaires, Harmonization of Regulations with EU Law and International Cooperation Sector for Sport, Ministry of Youth	Republic of Serbia	ana.kosovac@mos.gov.rs				
Mr.	Spiric	Kosta	The Youth Chamber (YCI)	Republic of Serbia	Kosta73@sbb.co.yu				
Mrs.	Ciorbaru	Adriana	Minstry of Youth and Sport	Romania	adriana.ciorbaru@mts.gov.ro				
	2	2/ Non Govern	nental Organisation	ns and Civi	l Society				
2-1 European Organisations									
<u>CCPA</u>									
Mr	Levinson	Anders	General Manager, Open Fun Football Schools CCPA	Denmark	anders@ccpa.dk				
FARE									
Mr.	Fanizadeh	Michael	Vienna Institute for International Dialogue and Cooperation, Football Against Racism in Europe (FARE)	Austria	fanizadeh@vidc.org				
St	reetfootball								
Mr	Borkovic	Vladimir	Streetfootball	Germany	borkovic@streetfootballworld.org				
2-2 Other Non Governmental Organisations and civil society representatives									
Mr.	Rakowitz	Alexander	Balkan Alpe Adria Project	Austria	alex.baap@gmx.at				
Mr.	Uljarevic	Dijana	Forum Mladi I Neformalna Edukacija	Montenegro	dijana.uljarevic@forum-mne.com				
Mr.	Todorovic	Zeljko	FK Kragujevac	Reoublic of Serbia	zexto74@yahoo.com				
Mr.	Djedovic	Damir	Sport Association City of Mostar: Interethnic activities in Mostar	Republic of Serbia	damirdj86@yahoo.com				
Mr.	Jurovic	Bojan	Sportikus - Institute of FairPlay and Tolerance in Sport	Slovenia	info@sportikus.org				
Mr.	Nelkovki	Nelko	President, Macedonian Center for Culture: Football Against Racism in Macedonia	"the former Yugoslav Republic of Macedonia"	sarosh@mt.net.mk				
			3/ Council of Euro	<u>ope</u>					
3-1 Secretariat General									
Mrs	Parayre	Sonia	Deputy Executive Secretary, EPAS	France					
3-2	2 Consultant	•							
Mr.	Bureš	Radim	Former Chair of the European Convention on Spectator Violence (T-RV), Council of Europe expert	Czech Republic	bures@transparency.cz				
	1	<u>i</u>	1	l					